

François-Xavier MILLET
Professeur agrégé de droit public
Référéndaire à la CJUE

FONCTIONS ACTUELLES

Référéndaire à la Cour de justice de l'Union européenne (cabinet de M. l'Avocat général Bobek)

Professeur à l'Université des Antilles (pôle Guadeloupe) (en détachement depuis le 1^{er} octobre 2015)

Chercheur au CAGI-CRPLC (EA 930 - UMR 8053) et à l'IRDEIC (Université de Toulouse – UT1 – EA 4211)

FONCTIONS PASSES

Maître de conférences à l'Université Toulouse 1 Capitole (2013-2014)

ATER à l'Université Toulouse 1 Capitole (2012-2013)

FORMATION

Premier concours d'agrégation de droit public (2014)

Institut universitaire européen de Florence (2008/2012)

Doctorat en Sciences juridiques, obtenu le 3 décembre 2012 en collaboration avec l'école de droit de la Sorbonne, sur le thème « *L'Union européenne et l'identité constitutionnelle des Etats membres* », sous la direction des professeurs Bruno De Witte et Gérard Marcou.

Prix de thèse 2013 du Conseil constitutionnel

Prix Mauro Cappelletti

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2006/2008)

Master Droit M2 Droit public (Droit public comparé européen), *mention Bien*, major 1^{er} prix de mémoire du Centre français de Droit comparé pour une étude sur « *Le contrôle de constitutionnalité des lois de transposition en France et en Allemagne* ».

Institut d'Etudes Politiques de Paris (2004/2006)

Diplômé de Sciences Po (master Affaires publiques)

Université Jean Moulin Lyon 3 (2000/2004)

Master Droit M1 Droit public, *mention Assez Bien* (diplôme délivré par validation des résultats obtenus à *University College Cork*, Irlande)

Licence de Droit, *mention Assez Bien* (Lauréat de l'Université)

DU de droit anglais et de droit allemand (Institut de droit comparé Edouard Lambert)

Lycée du Parc – Lyon (1999/2000)

Hypokhâgne B/L Lettres et sciences sociales

Lycée du Pré Saint-Sauveur – Saint-Claude (1999)

Baccalauréat scientifique (série S), mention *Très Bien*

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Cour de justice de l'Union européenne

Septembre/Décembre 2011 : stagiaire au cabinet de M. l'Avocat général Pedro Cruz-Villalón

Conseil d'Etat

Janvier/Août 2008 : assistant de justice affecté à la Section du contentieux (8^e sous-section)

Chancellerie du Land Brandebourg (Potsdam, Allemagne)

Septembre 2005/Février 2006 : stagiaire à la direction des Affaires européennes et internationales

LANGUES ETRANGERES

Anglais : parlé, écrit et lu couramment ;

Italien : lu et parlé couramment, très bon niveau à l'écrit ;

Allemand : lu couramment, très bon niveau à l'écrit et à l'oral.

CONTACT

Courriel : francois-xavier.millet@eui.eu

Adresse postale :

François-Xavier Millet
Cour de justice de l'Union européenne
AN6/LB0718
L – 2925 LUXEMBOURG

Liste des travaux, ouvrages et articles

(mise à jour le 1^{er} mai 2015)

- **Ouvrages**

1. *L'Union européenne et l'identité constitutionnelle des Etats membres*, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, LGDJ-Lextenso, 2013 (avant-propos de Jean-Louis Debré ; préface de Bruno De Witte et Gérard Marcou), 386 pages;
2. *Le contrôle de constitutionnalité des lois de transposition. Etude de droit comparé France-Allemagne*, Logiques juridiques, L'Harmattan, 2011, 160 pages;
3. *Droit des libertés fondamentales*, Exos LMD, Gualino, Lextenso Editions, 2^e ed., 2013, 168 pages (avec Vanessa Barbé) ;

- **Articles dans les revues juridiques spécialisées**

▪ Revue de langue française

4. « Le premier renvoi préjudiciel de la Cour constitutionnelle fédérale allemande : un pas en avant, trois pas en arrière », *Revue du droit public*, n° 1, janvier 2015, pp. 185-204 ;
5. « Les épiphanies de l'identité constitutionnelle des Etats membres dans les traités sur l'Union européenne », (2013) *Revue des affaires européennes/Law and European Affairs* 2, pp. 329-343 ;
6. « Réflexions sur la notion de protection équivalente des droits fondamentaux », *Revue française de Droit administratif*, n° 2-2012, mars-avril 2012, pp. 307-318 ;
7. « Le dialogue des juges à l'épreuve de la QPC », *Revue du Droit public* n° 06-2010, novembre-décembre 2010, pp. 1729-1750 ;
8. « Contribution à l'étude de l'effectivité de la constitutionnalisation en droit de l'environnement », *Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme*, n° 78, avril 2009, pp. 467-489 (avec Vanessa Barbé) ;
9. « Pour l'introduction d'un article 234 dans la Constitution française », *Les Petites Affiches*, n° 80, 22 avril 2009, pp. 4-13 ;
10. « L'exception d'inconstitutionnalité en France ou l'impossibilité du souhaitable ? Réflexions à travers le prisme de l'interprétation constitutionnelle authentique », *Revue du Droit public*, n°5, septembre-octobre 2008, pp. 1305-1332;

▪ Revue de langue étrangère

11. "How much lenience for how much cooperation? On the first preliminary reference of the French Constitutional Council to the Court of justice", (2014) *51 CML Rev.* 1, pp. 195-218;
12. « La « *question prioritaire de constitutionnalité* » e il dialogo a singhiozzo tra giudici in Europa », *Giornale di diritto amministrativo*, n° 2/2011, pp. 139-149;

- **Contributions dans des ouvrages collectifs**

▪ En langue française

13. « Equilibres de superposition et construction européenne », in Christophe ALONSO, Arnaud DURANTHON, Julia SCHMITZ (dir.), *La pensée du doyen Maurice Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, PUAM, 2015 ;
14. « L'ordre juridique international et les doctrines constitutionnalistes : au-delà du monisme et du dualisme », in Evelyne LAGRANGE, Andrea HAMANN, Jean-Marc SOREL (dir.), *Si proche, si loin : la pratique du droit international en France et en Allemagne*, Société de Législation Comparée, 2012, pp. 27-54 ;

▪ En langue anglaise

15. « How Does the European *Verfassungsverbund* Look Like? », in Monica CLAES, Maartje DE VISSER (dir.), *Constructing European Constitutional Law*, Hart Publishing, publication mi-2015;
16. « The Respect for National Constitutional Identity in the European Legal Space: An Approach to Federalism as Constitutionalism », in Loïc AZOULAI (dir.), *The Question of Competence in the European Union*, Oxford University Press, 2014., pp.253-276 ;
17. « The French Constitutional Council's decisions », in Patricia POPELIER, Sarah VERSTRAELEN (dir.), *Temporal Effects of Judicial Decisions*, Intersentia, 2013, pp. 111-121;
18. « The French Constitutional Council and the ECJ: Between Splendid Isolation, Communication and Forced Dialogue », in Monica CLAES, Maartje DE VISSER, Patricia POPELIER, Catherine VAN DE HEYNING (dir.), *Constitutional Conversations in Europe. Actors, Topics and Procedures*, Intersentia, 2012, pp. 251-266;
19. « National Constitutional Identity as a Safeguard of Federalism in Europe », in Loïc AZOULAI, Lena BOUCON, François-Xavier MILLET (dir.), *Deconstructing EU Federalism Through Competences*, EUI Working Paper LAW 2012/06, pp. 53-64;

- **Notes de jurisprudence**

20. « When the European Court of Human rights encounters the face. A case-note on the burqa ban in France », *European Constitutional Law Review*, n°2, juillet 2015 ;
21. « Full-fledged citizens vs. Citizens on probation in France. On the *Conseil constitutionnel* judgment relating to deprivation of nationality », *Blog de la Société italienne de droit international*, 23 février 2015, <http://www.sidi-isil.org/sidiblog/?p=1347>;

22. « Du bon usage du recours administratif préalable », note sous CE, Sect., 21 décembre 2007, Groupement d'irrigation des prés de la forge et autres, *JCP A*, 11 février 2008, n° 7, 2032, pp. 26-29* ;
23. « Les sociétés d'économie mixte : entre intérêt général, service public et concurrence », note sous CE, 5 octobre 2007, Soc. UGC Ciné-Cité, *Gaz. Pal.*, 18 février 2008, n°48-50, pp. 13-18* ;